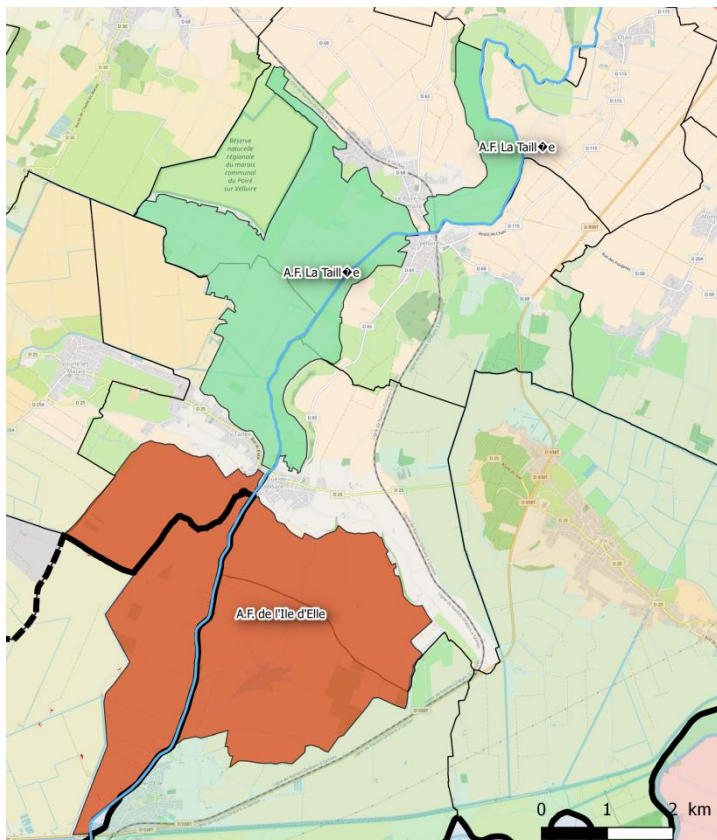


Syndicat Mixte Vendée Sèvre Autize

Aménagement des digues de protection de la Vendée

Note de contexte

PREAMBULE



De Véluire à l'Île d'Elle, l'endiguement de la Vendée a été réalisé en 1958 et 1960, au moment des travaux de recalibrage de la rivière.

Une érosion importante, notamment en rive droite compromet la stabilité des berges et entraîne un recul de celles-ci. L'AF de la Taillée et l'AF de l'Île d'Elle en sont les principaux propriétaires.

Dans le cadre du PAPI Vendée porté par le Syndicat Mixte, les travaux nécessaires

envisagés en rive droite, prévoient d'établir la digue plus en retrait. Ceci nécessitera la maîtrise foncière d'une bande de 30 m. Au total, les besoins sont de l'ordre de 50 ha.

On note qu'en rive gauche, les voies et chemins de desserte agricole, feraient l'objet de travaux de protection de berges, de la même manière qu'au droit des habitations. Sur cette rive, le Département de la Vendée, souhaite y créer une piste cyclable.

Enfin, l'emprise foncière nécessaire à la réalisation, a la particularité de concerner deux départements, la rive droite de la Vendée étant située en Charente-Maritime à l'aval du Gué de Véluire.

La SAFER a été l'opérateur foncier du syndicat dans le cadre de la réalisation des réserves d'eau de substitution. Elle a notamment assuré la négociation auprès des propriétaires et la mise en œuvre d'un stockage foncier anticipé, qui a permis de limiter l'impact de ces réalisations sur les structures des exploitations agricoles et foncières.

Dans le cadre du présent projet, une quinzaine d'ha pourrait être disponible, mais on note que ce territoire fait néanmoins l'objet de fortes pressions foncières, rendant hypothétique la couverture de l'emprise par la surface libérable dans ce secteur à court terme.

Cependant, la possibilité de mobiliser un stock pour constituer l'assiette de l'emprise de la future digue est apparu comme une solution pertinente afin de ne pas faire reposer les impacts fonciers sur les seuls exploitants et propriétaires riverains.

Cette solution a notamment reçu la faveur des deux AFs prêtent à participer solidairement sur l'étendue de leur périmètre. Ceci ne permettant cependant pas de garantir l'implication future des propriétaires et exploitants.

La question se pose donc de savoir si la réalisation d'un aménagement foncier, du type « ouvrage linéaire » est envisageable dans le cas présent et à quelles conditions.

CONTEXTE

Réglementation

Le code rural précise clairement à l'article L 123-24 les conditions de réalisation :

Article L123-24

Modifié par [LOI n°2013-403 du 17 mai 2013 - art. 1 \(V\)](#)

Lorsque **les expropriations** en vue de la réalisation **des aménagements ou ouvrages mentionnés aux articles L. 122-1 à L. 122-3** du code de l'environnement sont susceptibles de compromettre la structure des exploitations dans une zone déterminée, l'obligation est faite au maître de l'ouvrage, dans l'acte déclaratif d'utilité publique, de remédier aux dommages causés en participant financièrement à l'exécution d'opérations d'aménagement foncier mentionnées au 1° de l'article [L. 121-1](#) et de travaux connexes.

La même obligation est faite au maître de l'ouvrage dans l'acte déclaratif d'utilité publique en cas de création de zones industrielles ou à urbaniser, ou de constitution de réserves foncières.

Lorsque les besoins de cohérence de l'aménagement rural d'un territoire le justifient et lorsque la commission communale ou intercommunale d'aménagement foncier lui en a fait la proposition, le conseil départemental peut décider, avec l'accord du maître d'ouvrage, d'étendre le périmètre d'aménagement foncier au-delà du périmètre perturbé par l'ouvrage. Lorsque le maître d'ouvrage est l'État ou un de ses établissements publics ou concessionnaires, l'accord est donné par le préfet du département.

Le président du conseil départemental conduit et met en oeuvre la procédure d'aménagement foncier mentionnée au premier alinéa.

Ceci suppose

1 – que le projet soit soumis à évaluation environnementale. En la matière, il faut se référer à l'annexe de l'article R 122-2 du Code de l'Environnement.

Les travaux envisagés relèvent des catégories 10 et 21, ce qui entraîne le fait que c'est l'Autorité Environnementale qui décidera si oui ou non, le projet est soumis à évaluation environnementale, s'agissant d'un examen au cas par cas.

Annexe à l'article R122-2

Modifié par Décret n°2017-1039 du 10 mai 2017 - art. 8

CATÉGORIES de projets	PROJETS soumis à évaluation environnementale	PROJETS soumis à examen au cas par cas
Milieux aquatiques, littoraux et maritimes		
10. Canalisation et régularisation des cours d'eau.		<p>Ouvrages de canalisation, de reprofilage et de régularisation des cours d'eau s'ils entraînent une artificialisation du milieu sous les conditions de respecter les critères et seuils suivants :</p> <p>-installations, ouvrages, travaux ou activités conduisant à modifier le profil en long ou le profil en travers du lit mineur d'un cours d'eau sur une longueur de cours d'eau supérieure ou égale à 100 m ;</p> <p>-consolidation ou protection des berges, par des techniques autres que végétales vivantes sur une longueur supérieure ou égale à 200 m ;</p> <p>-installations, ouvrages, travaux ou activités, dans le lit mineur d'un cours d'eau, étant de nature à détruire les frayères, les zones de croissance ou les zones d'alimentation de la faune piscicole, des crustacés et des batraciens, ou dans le lit majeur d'un cours d'eau, étant de nature à détruire les frayères de brochet pour la destruction de plus de 200 m² de frayères ;</p> <p>-installations, ouvrages, travaux ou activités conduisant à la dérivation d'un cours d'eau sur une longueur supérieure ou égale à 100 m.</p>
21. Barrages et autres installations destinées à retenir les eaux ou à les stocker.	Barrages et autres installations destinées à retenir les eaux ou à les stocker de manière durable lorsque le nouveau volume d'eau ou un volume supplémentaire d'eau à retenir ou à stocker est supérieur ou égal à 1 million de m ³ ou lorsque la hauteur au-dessus du terrain naturel est supérieure ou égale à 20 mètres.	<p>Barrages et autres installations destinées à retenir les eaux ou à les stocker de manière durable non mentionnés à la colonne précédente :</p> <p>a) Barrages de classes B et C pour lesquels le nouveau volume d'eau ou un volume supplémentaire d'eau à retenir ou à stocker est inférieur à 1 million de m³.</p> <p>b) Plans d'eau permanents dont la superficie est supérieure ou égale à 3 ha pour lesquels le nouveau volume d'eau ou un volume supplémentaire d'eau à retenir ou à stocker est inférieur à 1 million de m³.</p> <p>c) Réservoirs de stockage d'eau " sur tour " (château d'eau) d'une capacité égale ou supérieure à 1 000 m³.</p> <p>d) Installations et ouvrages destinés à retenir les eaux ou à les stocker, constituant un obstacle à la continuité écologique ou à l'écoulement des crues, entraînant une différence de niveau supérieure ou égale à 50 cm pour le débit moyen annuel de la ligne d'eau entre l'amont et l'aval du barrage ou de l'installation.</p> <p>e) Ouvrages construits ou aménagés en vue de prévenir les inondations et les submersions tels que les systèmes d'endiguement au sens de l'article R. 562-13 du code de l'environnement.</p> <p>f) Ouvrages construits ou aménagés en vue de prévenir les inondations et les submersions tels que les aménagements hydrauliques au sens de l'article R. 562-18 du code de l'environnement.</p>

2 – Dans le cas où le projet serait soumis à évaluation environnementale, il **devra néanmoins avoir été déclaré d'utilité publique**, puisqu'il est fait référence à l'expropriation.

Il apparaît donc que dans tous les cas DUP + arrêté de cessibilité seront nécessaire.

Il devra donc être procédé à une enquête publique afin d'obtenir :

- La DUP
- L'arrêté de cessibilité
- La mise en compatibilité des documents d'urbanisme
- Une Déclaration d'Intérêt Général permettant entre autres d'intervenir sur les propriétés privées.

C'est donc la **note explicative du dossier de DUP**, qui au travers d'une analyse des impacts agricoles et fonciers du projet, déterminera si il est **susceptible de compromettre la structure des exploitations, et si un tel aménagement foncier est possible.**

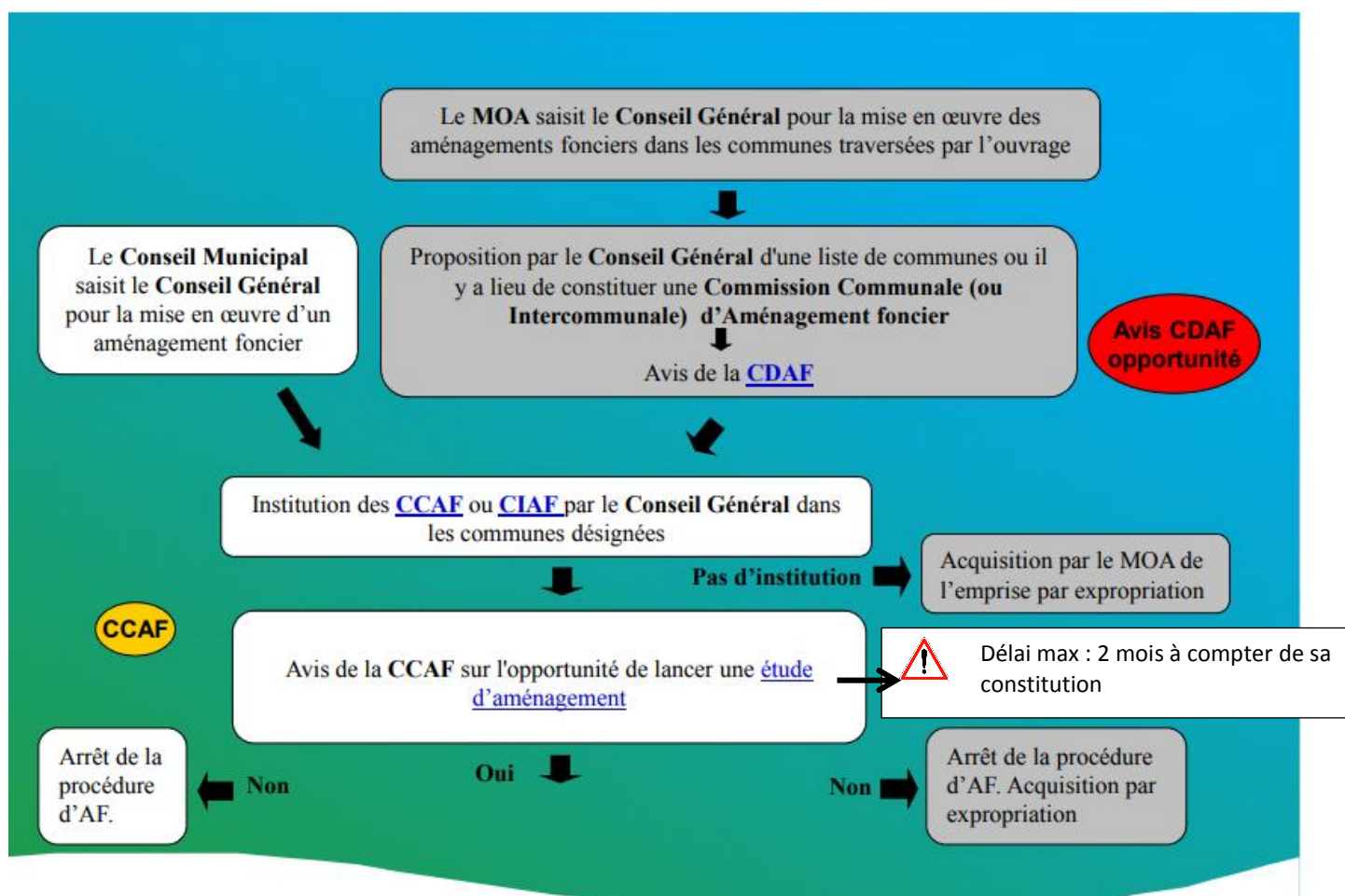
Le terme « **structure des exploitations** » est important car le projet ne va pas entraîner d'effet de coupure, d'allongement de parcours, etc... de la même manière que le fait un ouvrage linéaire en tracé « neuf ». L'analyse devra donc porter principalement sur **les effets de prélèvements de surface et évaluer l'étendue des propriétés et exploitations concernés par ces impacts**.

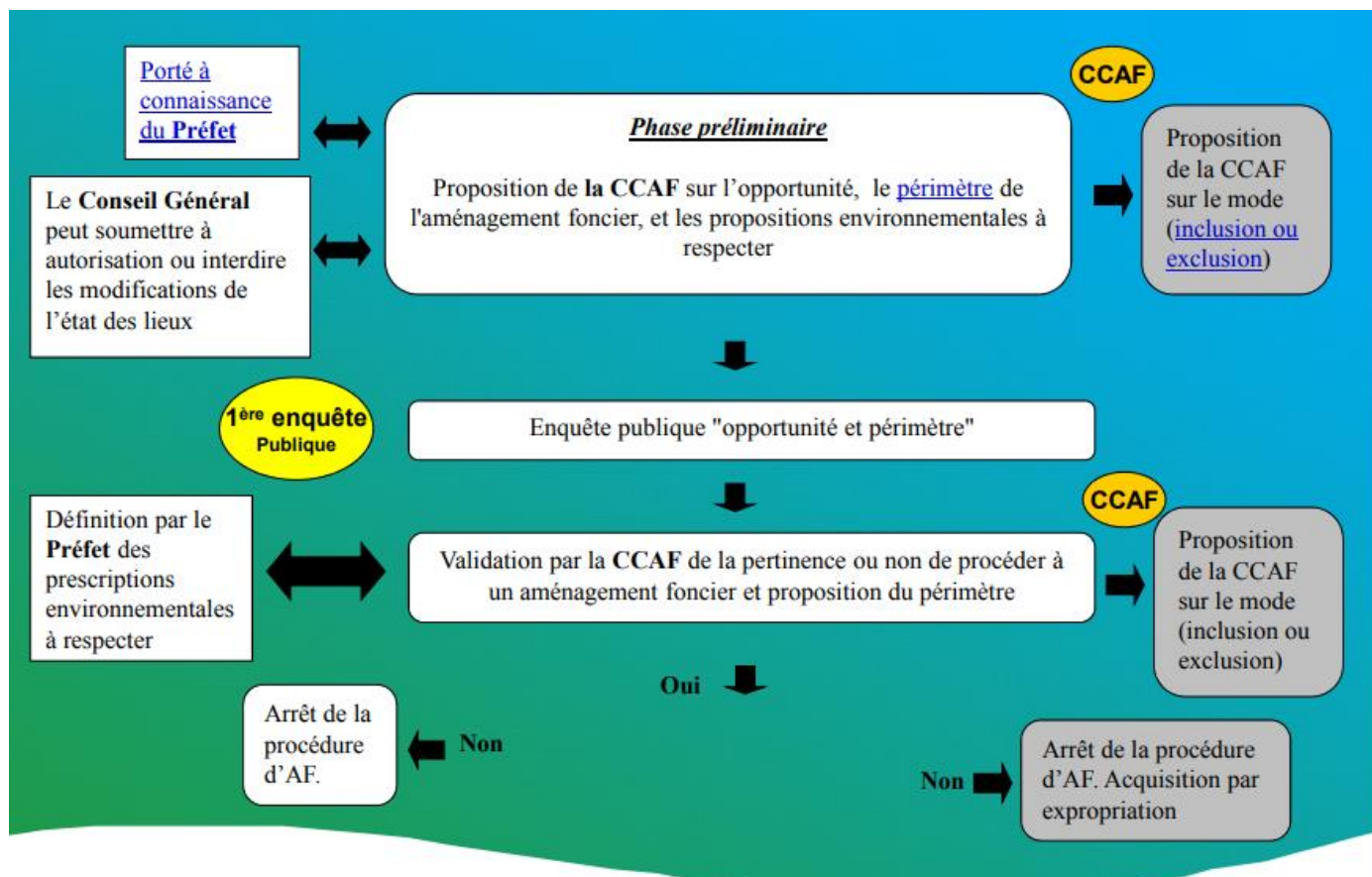
A minima en ce qui concerne le projet en tant que tel, le dossier de DUP et d'enquête parcellaire devra présenter **un plan des travaux avec les emprises nécessaires (à l'échelle du cadastre)**.

Le projet étant de nature à viser la rubrique 3.2.6.0 de la Loi sur l'eau, le projet sera certainement soumis à autorisation au titre de la loi sur l'eau, l'enquête publique pourra également visée cette demande (voire une autorisation environnementale unique).

Procédure d'aménagement foncier.

Sans entrer dans le détail de celle-ci, on peut en rappeler les principales étapes préalables :





Étapes préalables Aménagement foncier

Source : Département de la Moselle, dans les schémas ci-dessus, il convient de remplacer Conseil général par Département

Dans le cas, du projet de digues de la rivière Vendée, portant sur deux départements de la Vendée et de la Charente Maritime, les compétences attribuées au conseil départemental ou son président et à la commission départementale d'aménagement foncier seront exercées par le conseil départemental ou son président et la commission du département où **se trouve la plus grande superficie de terrains inclus dans le périmètre**. Dans ce cas, la composition de la commission intercommunale est complétée pour permettre la désignation d'une personne qualifiée en matière de faune, de flore et de protection de la nature et des paysages sur proposition de chaque président de chambre d'agriculture et d'un représentant de chaque président de conseil départemental du ou des départements également concernés par l'opération d'aménagement foncier.

Le projet est donc soumis

- à l'avis de la CDAF, éclairé éventuellement par une première phase d'étude « Étude d'opportunité »,
- à l'avis de la CCAF/C(Intercommunal)AF,
- à une première enquête publique,
- à un second avis de la CCAF/C(Intercommunal)AF,

Ceci avant de lancer l'opération.

Le président du Conseil Départemental ordonne l'opération d'aménagement proposée par la commission, fixe le ou les périmètres d'aménagement foncier correspondants et conduit l'opération à son terme.

Lorsque la commission s'est prononcée en faveur de l'inclusion de l'emprise d'un ouvrage linéaire dans le périmètre d'aménagement, le président du Conseil Départemental est **tenu d'ordonner cette opération dans un délai d'un an à compter de la demande qui lui est faite par le maître d'ouvrage** ; à défaut, le maître d'ouvrage peut engager la procédure d'expropriation de l'emprise nécessaire à la réalisation de l'ouvrage ou de certaines de ses parties et proposer l'expropriation des terrains concernés. Dans ce cas, les terrains expropriés sont exclus du périmètre d'aménagement.

Composition de CCAF

CCAF		CCAF/CIAF	CIAF	
Membres	Suppléants	Désignés par le	Membres	Suppléants
1 commissaire enquêteur (Président)	1 suppléant	Tribunal de Grande Instance	1 commissaire enquêteur (Président)	1 suppléant
Le maire et un conseiller municipal	2 suppléants	Conseil Municipal	le maire ou un conseiller municipal de chaque commune	
3 exploitants, propriétaires ou locataires exerçant sur le territoire de la commune	2 suppléants	Chambre d'Agriculture	2 exploitants par commune	1 suppléant
3 propriétaires de biens fonciers non bâtis de la commune	2 suppléants	Conseil Municipal	2 propriétaires par commune	1 suppléant
3 Personnes Qualifiées en matière de faune, de flore et de Protection de la Nature et des paysages (PQPN)	3 suppléants	Président du CG, dont 1 sur proposition du Président de la Chambre d'Agriculture	3 Personnes Qualifiées en matière de faune, de flore et de Protection de la Nature et des paysages (PQPN)	3 suppléants
2 fonctionnaires	2 suppléants	Président du CG	2 fonctionnaires	2 suppléants
1 représentant du Président du CG	1 suppléant	Président du CG	1 représentant du Président du CG	1 suppléant
1 délégué du Directeur des services fiscaux		Directeur des services fiscaux	1 délégué du Directeur des services fiscaux	
1 représentant du maître d'ouvrage et 1 représentant de l'administration chargée du contrôle		Siègent pour avis	1 représentant du maître d'ouvrage et 1 représentant de l'administration chargée du contrôle	

Lorsque le périmètre de l'aménagement foncier comprend une aire d'appellation d'origine contrôlée, la composition de la commission est complétée par un représentant de l'Institut national de l'origine et de la qualité. Lorsque le périmètre d'aménagement foncier comprend des terrains situés sur le territoire des communes d'un parc naturel régional, la composition de la commission est complétée par un représentant de ce parc désigné par le président de l'organisme de gestion du parc.

Dans le cas d'un aménagement foncier avec inclusion d'emprise, le Préfet peut prendre **un arrêté portant prise de possession anticipée de l'emprise, après avis de la commission départementale d'aménagement foncier, (dans la pratique , cette arrêté intervient après le classement)** au profit du maître d'ouvrage afin que celui-ci puisse commencer les travaux, une fois les opérations d'aménagement ordonnées. En contrepartie, les exploitants perçoivent une indemnité annuelle liée à la privation de jouissance. Dès la clôture des opérations et le transfert de propriété intervenu, l'ensemble des propriétaires du périmètre est indemnisé (le prélèvement a été opéré sur l'ensemble des propriétaires).

Financement de l'aménagement foncier.

Aucune participation des intéressés ne peut être exigée lorsque l'aménagement foncier est réalisé en application de l'article L. 123-24.

Ceci s'applique **dans le périmètre perturbé**, si il y'a un périmètre complémentaire, les travaux connexes/ environnementaux/ paysagers sont financés par l'Association Foncière, la Commune avec une éventuelle participation du Département.

Dans le périmètre perturbé, le coût est donc pris en charge par le maître d'ouvrage des travaux.

Pour mémoire, en Vendée sur les dernières opérations, le coût d'une opération d'aménagement foncier est de l'ordre de 350 €/ha dont 40 €/ha pour les études, hors travaux connexes.

Financement du foncier de l'emprise

Dans le cas d'un aménagement foncier avec inclusion de l'emprise. Cette dernière fait l'objet d'indemnités d'expropriation, calculées selon les règles posées par le code de l'expropriation. (art R 123-35 du CRPM).

Ce montant est réparti ensuite entre les différents ayants droit en tenant compte de la valeur en productivité des terrains apportés (donc après le classement).

Les propriétaires et exploitants agricoles situés dans le périmètre sont donc indemnisés. Cela fait partie de la réparation des préjudices qu'ils subissent.

Durée d'une opération d'aménagement foncier

Suite aux échanges avec les services du Département de la Vendée lors de la dernière réunion, la durée totale d'une opération est de l'ordre de 4 à 5 ans (entre la réunion de la CDAF et jusqu'à la clôture, avant phase des travaux connexes).

Étendue du périmètre d'aménagement foncier.

Dans l'hypothèse d'une AF avec inclusion d'emprise, le prélèvement ne doit pas dépasser 5 %, pour une emprise de 50 ha, sa surface minimum devra être de 1000 ha. Pour 60 ha, cette même surface serait de 1200 ha.

Éléments de contexte à prendre en compte des à présent

- Situation environnementale du projet et d'un éventuel futur aménagement foncier , avec des enjeux forts (Natura 2000, zone humide, Trame Verte et Bleue etc ...),
- Réseaux de fossés et de canaux qui vont constituer des éléments physiques plus ou moins fixes du plan parcellaire,
- Prise en compte des Îlots assainis etc

LA SUITE...

Il convient maintenant au plus tôt de :

- Déposer une demande de cas par cas à la DREAL (à voir si le contenu des études est suffisant),
- Monter un dossier de DUP, comprenant un volet agricole et foncier, qui permettra d'établir un premier diagnostic et qui pourrait argumenter ensuite l'opportunité d'un AF,
- Réaliser un dossier Loi sur L'eau (à voir)

Ce préalable est essentiel afin de déterminer si un AF avec « inclusion d'emprise » est envisageable.

A Niort, septembre 2017

Pierre JOURDAN

Directeur du bureau d'études

SAFER POITOU-CHARENTES VENDEE